

par la voix de la représentante de Kingston et les Îles (M<sup>lle</sup> MacDonald), a proposé que le Canada entreprenne d'intenses consultations avec les États voisins du Salvador. Nous continuons d'exercer des pressions en ce sens. Dans les recommandations qu'il présente aujourd'hui, le Nouveau parti démocratique se joint à nous—comme nous nous joignons à lui—pour réclamer ce genre de consultations.

Deuxièmement, il devrait y avoir une action internationale concertée par l'entremise des Nations Unies ou de tout autre organisme international compétent. Si nous ne pouvons comprendre ce qui se passe au Salvador, il y a lieu de se demander si nous pourrions comprendre les complexités du dialogue Nord-Sud, dont nous avons tant parlé et dont le Salvador devient un exemple pertinent?

Penchons-nous sur cet exemple un instant. Le Salvador a une population de 4.5 à 5 millions d'habitants. Cette population diminue chaque jour, comme l'a démontré graphiquement et brutalement le chef du Nouveau parti démocratique. Il y a dans ce pays 207 habitants au kilomètre carré. Le produit national brut du Salvador est de 3 milliards de dollars U.S. par année ou \$679 par tête d'habitant. En ce qui concerne les soins hospitaliers, il y a 603 personnes pour chaque lit d'hôpital et environ 3,685 personnes pour chaque médecin.

Lorsque l'on examine les perspectives de stabilité, il faut savoir que 3.6 p. 100 du produit national brut est consacré à l'éducation. Soixante-cinq pour cent seulement des enfants admissibles réussissent leur première année. Le taux d'analphabétisme est de 35 p. 100, ce qui signifie que moins du tiers de la population est économiquement active. Le taux d'exportation est à peine supérieur à celui des importations. Depuis dix ans, la production alimentaire vient loin derrière la productivité agricole. Voilà l'héritage qui est échu au Salvador. Or, c'est à ce pays si peu stable que nous espérons nous joindre pour former la communauté planétaire en question.

Nous avons entendu le discours du premier ministre et nous y adhérons tout en ressentant un curieux malaise car depuis que le gouvernement libéral est au pouvoir, nous avons souvent entendu ce même refrain, mais nous avons aussi vu décliner les contributions à l'ODA. A maintes reprises, le gouvernement n'a pas saisi l'occasion d'agir. Il s'est défilé alors que le Canada aurait pu continuer la tradition établie du temps de Pearson, et se distinguer par son action et son orientation.

Les ministériels prononcent de beaux discours au sujet de la possibilité d'élections dans le monde d'aujourd'hui, mais ils restent indifférents aux luttes légitimes. Ayant vécu une période de guerre civile dans un pays comme le Salvador, je sais qu'il y a peu de liberté là-bas, que les occasions de se faire entendre sont rares et que des risques graves pèsent sur ceux qui osent prendre la parole ou pis encore, préconiser des élections ou se présenter comme candidats à certains postes. Si des élections démocratiques ont lieu, est-ce que les morts vont pouvoir voter?

Puisque nous parlons de propositions et de mesures à prendre, le gouvernement devrait d'abord faire des efforts sérieux pour s'informer et informer par la même occasion tous les députés de la Chambre, quelle que soit leur appartenance politique. Nous devons féliciter le chef du Nouveau parti démocratique pour les risques qu'il a courus. Nous lui sommes reconnaissants de son analyse. Il est certain qu'en raison d'antécédents de parti, certains vont mettre en doute ses

propos. Ils risquent de penser que la presse n'a pas présenté la situation avec exactitude de même que les porte-parole de l'Église. Pourquoi ne pas envoyer sur place les députés qui voudraient remettre en question les propos du chef néo-démocrate? Pourquoi ne pas envoyer ensemble ceux qui sont encore sceptiques et ceux qui sont convaincus?

**Des voix: Bravo!**

**M. McLean:** A mon avis, les membres du sous-comité chargé des relations entre notre pays, l'Amérique latine et les Antilles, qui a déjà commencé à travailler, devraient se rendre sur place même si c'est dans des pays voisins, pour avoir les mêmes conversations que le chef néo-démocrate, des hommes d'Église et des représentants d'organismes bénévoles ont eues, et qu'à leur retour, ils nous fassent part de ces conversations.

Au cas où certains invoqueraient des raisons de sécurité pour s'opposer à ce projet—le gouvernement invoque souvent cette raison—sachez qu'une délégation de parlementaires européens, membres d'un comité du Parlement européen et appartenant à toutes les tendances politiques—sociaux-démocrates, démocrates-chrétiens, représentants de la droite et de la gauche—vont se rendre au Salvador, à Mexico et au Costa Rica afin d'y rencontrer des gens. Cette tournée doit s'effectuer du 22 juin au 3 juillet.

Deuxièmement, il faudrait que nous rencontrions des Mexicains, des Européens et naturellement, des Américains—puis-que le ministre a indiqué que le gouvernement envisageait de le faire—pour rechercher avec eux les mesures collectives qu'il serait possible de prendre.

Troisièmement, si nous voulons rendre service au Salvador, il faut absolument que nous fassions savoir—le gouvernement doit faire connaître clairement sa position là-dessus—que le Salvador, les pays d'Amérique centrale et d'Amérique latine sont des pays auxquels nous nous intéressons, tout comme les pays dans lesquels les droits de l'homme sont violés.

**Des voix: Bravo!**

**M. McLean:** Je voudrais dire quelques mots au sujet d'une question que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a mentionnée. Je veux parler de la question des réfugiés. Dans le numéro du 15 juin de *Newsweek*, il y a un article sur la vague la plus récente de réfugiés. Cet article dit notamment:

Selon certains travailleurs sociaux de la capitale, San Salvador, il y en a peut-être 2,000 par semaine qui quittent les lieux, dont un grand nombre qui se dirigent immédiatement vers le nord et font le dur trajet en autocar pour traverser le Guatemala et le Mexique jusqu'à la frontière des États-Unis. Personne ne sait combien ont réussi à se rendre à destination, mais on pense qu'ils sont au moins 60,000.

● (1650)

L'article se termine de la façon suivante:

... l'afflux d'immigrants illégaux du Salvador continuera certainement jusqu'à ce que la paix revienne dans ce pays las de la guerre.

Il existe au Canada une tradition dont nous pouvons être fiers, une tradition que notre parti a suivie quand il formait le gouvernement et que tous les partis de la Chambre ont appuyée par le passé. Quand nous avons accueilli les réfugiés du sud-est de l'Asie, nous avons appris quelles pouvaient être leurs souffrances et qu'il fallait non seulement les accueillir, mais aussi se pencher bien davantage sur les causes du problème. Le Canada ne devrait-il pas dès maintenant commencer à jouer un rôle plus actif aux Nations Unies pour demander qu'on remanie la convention sur les réfugiés afin de mettre au point une structure davantage adaptée aux années 80 qu'aux